ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 31.346/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 31.346/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 26 février 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'utilisation des gaz de pétrole liquéfiés (L.P.G.) pour la propulsion des véhicules automobiles", a donné le 2 mars 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 26 februari 2001 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het gebruik van vloeibaar gemaakte petroleumgassen (L.P.G.) voor het aandrijven van auto's", heeft op 2 maart 2001 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre de demande d'avis et le préambule de l'arrêté en projet s'expriment en des termes quasi identiques.

En l'occurrence, cette motivation telle qu'elle est reproduite dans la lettre de demande d'avis est la suivante :

> "(...) l'urgence (est) motivée par la nécessité de mettre en oeuvre, dans un calendrier identique, le régime des «primes afin de promouvoir la transformation de véhicules par l'adjonction d'installation LPG», dont l'article 9 de la Loi-Programme du 2 janvier 2001 prévoit la mise en application au 1er janvier 2001, et les dispositions du présent arrêté relatif à l'utilisation des gaz de pétrole liquéfiés (LPG) pour la propulsion automobile, (...).".

*

* *

OBSERVATIONS PREALABLES

1. Le premier considérant du projet d'arrêté royal mentionne que les formalités prescrites par la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil, du 22 juin 1998, prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques, modifiée par la directive 98/48/CE, du 20 juillet 1998, ont été respectées.

Aucune pièce relative à cette formalité préalable n'est cependant jointe à la demande d'avis. Aussi est-ce sous réserve de l'accomplissement effectif de cette formalité que l'avis est donné.

2. L'article 2, § 1er déclare le "Règlement 67" applicable en ce qui concerne les réservoirs et les accessoires de l'installation.

Le "Règlement 67", qui a été publié au Moniteur belge du 23 novembre 1996, est un acte dérivé pris en vertu de l'article 1er de l'Accord "concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteurs", signé à Genève le 20 mars 1958 et publié au Moniteur belge du 24 février 1961, sans qu'il y ait eu de procédure d'assentiment parlementaire.

L'article 1er, § 5, de l'Accord précité dispose que :

> "A cette date, le projet entrera en vigueur comme Règlement annexé au présent Accord à l'égard de toutes les Parties contractantes qui auront fait connaître leur acceptation de ce projet au Secrétaire général dans le délai de trois mois à dater de la communication du Secrétaire général. Le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes cette entrée en vigueur ainsi que la liste des Parties contractantes qui ont accepté le Règlement.".

Dans le bref délai qui lui est imparti, la section de législation du Conseil d'Etat n'a pu examiner la validité de la technique qui consiste à réglementer par référence au "Règlement 67" qui, bien que publié au Moniteur belge du 23 novembre 1996, n'a pas été soumis à l'assentiment des Chambres législatives à moins que celui-ci, qui se rattache à l'Accord signé à Genève le 20 mars 1958 précité, ne tire sa validité juridique de cet accord (1) ou d'un autre traité international ayant reçu l'assentiment des Chambres législatives.

## OBSERVATION GENERALE

Le texte en projet prévoit de nombreux cas d'agrément ou d'homologation.

En vertu de l'article 3, les personnes morales ou physiques sous l'autorité et la responsabilité desquelles des installations L.P.G. sont installées ou modifiées dans les véhicules automobiles doivent être agréées. De même, les personnes physiques chargées de monter les installations

---

(1) Pour autant que cet accord lui-même ait fait l'objet d'un assentiment.

L.P.G. doivent également être agréées. Enfin les organismes de formation chargés de donner des cours aux candidats monteurs doivent être habilités.

En vertu de l'article 5, le Ministre qui a les transports dans ses attributions ou son délégué agrée les organismes qui sont compétents pour effectuer les épreuves et contrôles sur les installations L.P.G., dont la procédure d'homologation a été introduite en Belgique.

En vertu de l'article 6, les organismes compétents pour contrôler les installateurs en vue de leur agrément doivent être eux-même "agréés et habilités".

La question se pose de savoir si le Roi puise dans l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1° et 3°, lus ensemble, de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, une habilitation suffisante pour instaurer un régime, en cascade, d'agrément et d'habilitation. Ceci n'est possible qu'à la condition de donner aux termes "modalités" et "constructeurs" figurant au 3°, une interprétation large.

Dans un souci de sécurité juridique, il serait sans doute préférable que l'habilitation donnée au Roi soit explicite, à l'instar de celle que lui donne l'alinéa 2 du même article.

## OBSERVATIONS PARTICULIERES

### Article 2

1. L'article 2, § 2, dispose que :

> "Le réservoir et les accessoires de l'installation L.P.G. satisfont aussi aux prescriptions reconnues par le Ministre qui a les transports dans ses attributions ou par son délégué, comme offrant des garanties équivalentes ou satisfaisantes par rapport aux objectifs de sécurité poursuivis par le Règlement 67.".

Le mot "aussi" semble indiquer que le paragraphe 2 concerne des prescriptions complémentaires à celles contenues dans le "Règlement 67" alors que la suite du texte semble indiquer qu'il s'agit plutôt de prescriptions alternatives.

Par ailleurs, s'il s'agit de prescriptions reconnues et non édictées par le ministre, la section de législation se demande de qui elles émanent. Il est indispensable, à tout le moins, qu'elles soient publiées au Moniteur belge.

En conséquence, l'article 2, § 2, sera fondamentalement revu afin de traduire au mieux la pensée de l'auteur du projet.

Il est en tout cas rappelé qu'un pouvoir réglementaire, fût-il exercé par référence, ne peut être confié au délégué du ministre et que le ministre ne peut se voir habilité qu'à arrêter des mesures de détail ou d'un intérêt limité.

Des prescriptions générales auxquelles devraient satisfaire le réservoir et les accessoires de l'installation L.P.G. doivent se trouver dans l'arrêté en projet, ou mieux, dans l'une de ses annexes.

2. Le paragraphe 3 dispose que les réservoirs sont soumis à une épreuve de pression hydraulique quinze ans après la date "d'homologation ou d'épreuve initiale reprise sur la plaque d'identification du réservoir".

Or, l'homologation ne concerne pas chaque réservoir particulier mais les prototypes de réservoirs. Il convient dès lors de supprimer la référence à l'homologation et de ne mentionner que l'"épreuve initiale" dont il conviendra de définir la notion. Selon les explications fournies, il s'agit de la première mise sous pression avant commercialisation.

Il convient également d'indiquer de manière plus précise ce que l'on entend par "organisme agréé" ainsi que les conséquences d'un test négatif.

Article 3

1. Les délégations consenties au ministre sont souvent excessives. Le Roi ne peut confier d'habilitation à un ministre que pour des mesures de détail ou d'un intérêt limité. Or, les conditions d'agrément des installateurs sont des questions importantes qui doivent se trouver dans l'arrêté royal, de même que les règles de procédure.

2. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que le montant soit exprimé en toutes lettres en euros dans l'article et qu'une disposition transitoire, valable jusqu'au 1er janvier 2002, exprime le même montant, en toutes lettres également, en francs.

Article 7

Il ne peut être reconnu à l'administration un pouvoir réglementaire à exercer à l'égard de tiers par la voie d'"instructions".

La même observation vaut en ce qui concerne l'article 10, § 4, alinéa 2 et § 5, alinéa 4, en tant qu'il y est question d'"instructions" données par le délégué du ministre.

Article 10

1. Sans doute faut-il comprendre le paragraphe 2, deuxième tiret, comme signifiant que le véhicule doit être présenté à l'inspection après réparation. La disposition gagnerait à être rédigée en ce sens.

2. Le paragraphe 5 semble faire double emploi avec le paragraphe 1er, dernier alinéa, et être en contradiction avec le paragraphe 2, qui prévoit seulement une validation de l'attestation de montage.

Au paragraphe 5, alinéa 4, il y a lieu d'écrire "(...) un certificat de visite selon les modalités déterminées par le ministre qui a les transports dans ses attributions", à moins que l'auteur du projet ne préfère renvoyer à une disposition de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Par ailleurs, le projet ne précise pas ce qu'il advient lorsque le certificat de visite est négatif.

Article 13

Le pouvoir accordé au ministre ou à son délégué ne peut être un pouvoir réglementaire. Il y a lieu, dès lors, de préciser qu'il s'agit de dérogations individuelles accordées au cas par cas. Le fonctionnaire délégué en a convenu.

Article 14

Cette disposition est inutile puisque l'article 3 de la loi du 21 juin 1985 précitée concerne la recherche et la constatation des infractions aux disposition de la loi "et aux arrêtés qui ont pour objet les conditions techniques relatives aux véhicules de transport par terre, à leurs éléments et aux accessoires de sécurité". De même, l'article 4 de ladite loi vise les infractions à la loi et "aux

arrêtés qui ont pour objet les conditions techniques relatives aux véhicules de transport par terre, à leurs éléments et aux accessoires de sécurité".

En vertu du principe de la légalité des incriminations, des peines et de la procédure, le projet n'aurait d'ailleurs pas pu s'écarter des dispositions pénales de la loi précitée. Il en résulte que seules les infractions aux dispositions du projet qui concernent strictement les conditions techniques relatives aux véhicules de transport par terre, à leurs éléments et aux accessoires de sécurité peuvent être sanctionnées.

Article 15

L'arrêté royal du 13 juillet 1977 relatif à l'utilisation des gaz de pétrole liquéfiés (L.P.G.) pour la propulsion des véhicules automobiles, a également été modifié par les arrêtés royaux des 12 décembre 1991 et 15 décembre 1998. Il y a lieu d'ajouter ces modifications à celles mentionnées dans cette disposition.

Article 16

Les dispositions transitoires d'un texte doivent être prévues dans ce texte lui-même.

L'article 16 sera dès lors omis.

OBSERVATIONS FINALES

1. Dans les articles 1er, 4, alinéa 1er, 7, 10, §§ 2, 4 et 5 du projet, il convient de remplacer la division en tirets par une division en 1°, 2°, 3°.

2. A l'article 5 du projet, la division en paragraphes ne se justifie pas car chaque paragraphe ne comporte qu'un seul alinéa; cette division en paragraphes doit dès lors être remplacée par une division en alinéas.

3. A l'article 8 du projet, il faut écrire "1°, 2°, etc" au lieu de "1., 2., etc".

4. A l'article 10 du projet, il faut remplacer la division en a), b), c) par une division en 1°, 2°, 3°.

---

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering van het verzoek om spoedbehandeling is in de brief met de adviesaanvraag en in de aanhef van het ontworpen besluit in nagenoeg dezelfde bewoordingen gesteld.

In het onderhavige geval luidt de motivering zoals ze wordt weergegeven in de aanhef als volgt :

> "Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid om binnen eenzelfde termijn het «premiestelsel in werking te stellen, ter ondersteuning van de ombouw van voertuigen door toevoeging van L.P.G.-installaties», waarbij artikel 9 van de Programmawet van 2 januari 2001 voorziet in het in werking treden ervan op 1 januari 2001, samen met de bepalingen van dit koninklijk besluit betreffende het gebruik van vloeibaar gemaakte petroleumgassen (L.P.G.) voor het aandrijven van auto's".

*

* *

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. De eerste overweging van het ontwerp van koninklijk besluit vermeldt dat de formaliteiten voorgeschreven bij richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een

informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften, gewijzigd bij richtlijn 98/48/EG van 20 juli 1998, vervuld zijn.

Bij de adviesaanvraag is evenwel geen enkel stuk gevoegd met betrekking tot die voorafgaande formaliteit. Het is dan ook onder voorbehoud dat die formaliteit effectief wordt vervuld, dat het advies wordt gegeven.

2. Artikel 2, § 1, verklaart "Reglement 67" van toepassing wat de reservoirs en het toebehoren van de installatie betreft.

"Reglement 67", bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 23 november 1996, is een gevolgakte die uitgevaardigd is krachtens artikel 1 van de Overeenkomst betreffende het aannemen van eenvormige goedkeuringsvoorwaarden en de wederzijdse erkenning van goedkeuring van uitrustingsstukken en onderdelen van motorrijtuigen, op 20 maart 1958 ondertekend te Genève en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 24 februari 1961, zonder dat er een parlementaire instemmingsprocedure is geweest.

Artikel 1, vijfde lid, van de voormelde Overeenkomst luidt als volgt :

> "Op deze datum treedt het ontwerp als Reglement behorend bij, deze Overeenkomst in werking ten aanzien van alle Overeenkomstsluitende Partijen die hun aanvaarding van het ontwerp ter kennis van de

Secreatris-Generaal hebben gebracht binnen een termijn van drie maanden na de dag van de mededeling door de Secretaris-Generaal. De Secretaris-Generaal geeft kennis van deze inwerkingtreding aan alle Overeenkomstsluitende Partijen en deelt hun de lijst der Overeenkomstsluitende Partijen die het Reglement hebben aangenomen, mede.".

Binnen de korte termijn die de afdeling wetgeving van de Raad van State is toegemeten, heeft zij niet kunnen nagaan of de techniek die erin bestaat regels te stellen door verwijzing naar "Reglement 67" dat, hoewel het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 23 november 1996, niet voor instemming is voorgelegd aan de wetgevende Kamers, rechtsgeldig is, tenzij dit Reglement 67, dat aanhaakt bij de voormelde op 20 maart 1958 te Genève ondertekende Overeenkomst, zijn rechtsgeldigheid ontleent aan die Overeenkomst (1) of aan een ander internationaal Verdrag dat de instemming heeft verkregen van de wetgevende kamers.

ALGEMENE OPMERKING

De ontworpen tekst schrijft in talrijke gevallen erkenning of homologatie voor.

Krachtens artikel 3 moeten de natuurlijke personen of rechtspersonen onder wiens gezag en verantwoordelijkheid L.P.G.-installaties in auto's worden gemonteerd of gewijzigd erkend zijn. Ook de natuurlijke personen belast met het monteren van de L.P.G.-installaties moeten erkend zijn. Ten

(1) Voor zoveel met die overeenkomst zelf is ingestemd.

slotte moeten de opleidingsinstellingen belast met het geven van de lessen aan de kandidaat-monteurs, daartoe gemachtigd zijn.

Krachtens artikel 5 erkent de Minister bevoegd voor het vervoer of zijn gemachtigde de instellingen die bevoegd zijn om de proeven en controles te verrichten op de L.P.G.-installaties waarvoor de homologatieprocedure in België is ingeleid.

Krachtens artikel 6 moeten de instellingen die bevoegd zijn om de installateurs te controleren met het oog op hun erkenning daartoe zelf "erkend en gemachtigd" zijn.

De vraag rijst of de Koning aan artikel 1, § 1, eerste lid, 1° en 3° samengelezen, van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, voldoende bevoegdheid kan ontlenen om een trapsgewijze regeling in te voeren inzake erkenning en machtiging. Zulks is alleen mogelijk op voorwaarde dat aan de woorden "modaliteiten" en "constructeurs" in onderdeel 3°, een ruime interpretatie wordt gegeven.

Ter wille van de rechtszekerheid zou het wellicht verkieslijk zijn dat de Koning daartoe uitdrukkelijk wordt gemachtigd, naar het voorbeeld van de machtiging die hem in het tweede lid van hetzelfde artikel wordt verleend.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

1. Artikel 2, § 2, bepaalt :

> "Het reservoir en de toebehoren van de L.P.G.-installatie voldoen ook aan de voorschriften, die door de Minister die het vervoer onder zijn bevoegdheid heeft of door zijn gemachtigde erkend zijn als gelijkwaardige of voldoening gevende waarborgen biedend ten aanzien van de veiligheidsdoelstellingen van Reglement 67.".

Het woord "ook" lijkt erop te wijzen dat paragraaf 2 betrekking heeft op voorschriften die de voorschriften aanvullen vervat in "Reglement 67", terwijl het vervolg van de tekst erop lijkt te wijzen dat het veeleer gaat om alternatieve voorschriften.

Indien het om door de minister erkende en niet uitgevaardigde voorschriften gaat, is het de afdeling wetgeving bovendien niet duidelijk van wie ze uitgaan. Het is onontbeerlijk dat ze op z'n minst worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Bijgevolg moet artikel 2, § 2, grondig worden herzien om de bedoeling van de steller van het ontwerp zo goed mogelijk weer te geven.

Er wordt hoe dan ook op gewezen dat een verordenende bevoegdheid, ook al wordt ze door verwijzing uitgeoefend, niet kan worden opgedragen aan de gemachtigde

van de minister en dat de minister alleen gemachtigd kan worden om maatregelen van bijkomstige aard of van beperkt belang vast te stellen.

Algemene voorschriften waaraan het reservoir en het toebehoren van de L.P.G.-installatie zouden moeten voldoen, moeten worden opgenomen in het ontworpen besluit of beter nog in een van de bijlagen erbij.

2. Paragraaf 3 bepaalt dat de reservoirs worden onderworpen aan een hydraulische drukproef vijftien jaar na de "datum van homologatie of van initiële proef vermeld op de identificatieplaat van het reservoir".

De homologatie echter heeft geen betrekking op elk reservoir afzonderlijk, maar op de prototypes van reservoirs. Bijgevolg dient de verwijzing naar de homologatie te worden weggelaten en dient alleen de "initiële proef" te worden vermeld waarvan de inhoud dient te worden omschreven. Volgens de verstrekte uitleg gaat het om de eerste maal dat de installatie onder druk wordt geplaatst alvorens ze op de markt wordt gebracht.

Er dient ook duidelijker te worden aangegeven wat men verstaat onder "erkende instelling" en wat de gevolgen zijn van een negatieve test.

Artikel 3

1. De aan de minister verleende delegaties zijn vaak buitensporig. De Koning kan een minister alleen machtiging verlenen voor maatregelen van bijkomstige aard of van beperkt belang. De voorwaarden om als installateur te worden erkend zijn evenwel belangrijke kwesties die moeten worden opgenomen in een koninklijk besluit; hetzelfde geldt voor de procedureregels.

2. De steller van het ontwerp wordt erop opmerkzaam gemaakt dat in het artikel het bedrag voluit in letters in euro moet worden uitgedrukt en dat in een overgangsbepaling die geldig is tot 1 januari 2002, hetzelfde bedrag, eveneens voluit in letters, in franken moet worden uitgedrukt.

Artikel 7

Aan het bestuur mag geen verordenende bevoegdheid worden verleend die wordt uitgeoefend ten aanzien van derden door middel van "richtlijnen".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10, § 4, tweede lid, en § 5, vierde lid, in zoverre er sprake is van "richtlijnen" of "instructies" gegeven door de gemachtigde van de minister.

Artikel 10

1. Paragraaf 2, tweede streepje moet wellicht zo worden geïnterpreteerd dat het voertuig na herstelling naar de keuring moet. De bepaling zou beter in die zin worden geredigeerd.

2. Paragraaf 5 lijkt een doublure te vormen met paragraaf 1, laatste lid, en in tegenspraak te zijn met paragraaf 2, die alleen voorziet in een geldigverklaring van het montagegetuigschrift.

In paragraaf 5, vierde lid, schrijve men "(...) wordt een keuringsbewijs afgegeven op de wijze vastgesteld door de minister bevoegd voor vervoer", tenzij de steller van het ontwerp verkiest te verwijzen naar een bepaling van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

Bovendien wordt in het ontwerp niet gepreciseerd welke gevolgen een negatief keuringsbewijs heeft.

Artikel 13

De aan de minister of zijn gemachtigde opgedragen bevoegdheid kan geen verordenende bevoegdheid zijn. Bijgevolg dient te worden gepreciseerd dat het gaat om individuele afwijkingen die geval voor geval worden verleend. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Artikel 14

Deze bepaling is nutteloos aangezien artikel 3 van de voormelde wet van 21 juni 1985 betrekking heeft op het opsporen en het vaststellen van overtredingen van de bepalingen van de wet "en van de besluiten die de technische eisen (vaststellen) voor voertuigen voor vervoer te land, voor de onderdelen ervan en voor het veiligheidstoebehoren". Evenzo is er in artikel 4 van de genoemde wet sprake van "overtreding van deze wet en van de besluiten die betrekking hebben op de technische eisen betreffende de voertuigen voor vervoer te land, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren".

Krachtens het beginsel van de wettelijkheid van de tenlasteleggingen, van de straffen en van de procedure, zou het ontwerp trouwens niet hebben kunnen afwijken van de strafbepalingen van voormelde wet. Daaruit volgt dat alleen de overtredingen van de bepalingen van het ontwerp die strikt genomen betrekking hebben op de technische eisen inzake de voertuigen voor vervoer te land, de onderdelen ervan en het veiligheidstoebehoren ervan, kunnen worden bestraft.

Artikel 15

Het koninklijk besluit van 13 juli 1977 betreffende het gebruik van vloeibaar gemaakt petroleumgas (L.P.G.) voor het aandrijven van auto's is eveneens gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 december 1991 en 15 december 1998. Die wijzigingen dienen te worden toegevoegd aan de in deze bepaling vermelde wijzigingen.

Artikel 16

De overgangsbepalingen van een tekst moeten in de tekst zelf worden vermeld.

Artikel 16 moet bijgevolg vervallen.

SLOTOPMERKINGEN

1. In de artikelen 1, 4, eerste lid, 7, 10, §§ 2, 4 en 5, van het ontwerp dient de indeling in streepjes vervangen te worden door een indeling in 1°, 2°, 3°.

2. Er is geen reden om artikel 5 van het ontwerp in te delen in paragrafen, daar elke paragraaf slechts uit één lid bestaat; deze indeling in paragrafen moet bijgevolg vervangen worden door een indeling in leden.

3. In artikel 8 van het ontwerp schrijve men "1°, 2°, enz." in plaats van "1., 2., enz.".

4. In artikel 10 van het ontwerp vervange men de indeling in a), b), c) door een indeling in 1°, 2°, 3°.

---

La chambre était composée de

Messieurs R. ANDERSEN, président de chambre,
P. LIENARDY, conseillers d'Etat,
P. QUERTAINMONT, staatsraden,

Madame C. GIGOT, greffier,

De kamer was samengesteld uit

de Heren kamervoorzitter,
Mevrouw griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT R. ANDERSEN